

mise
au
point

Mathilde Philip

Droit de la laïcité

2^e édition



ellipses

Table des matières

Introduction générale	3
I. Les sources du droit de la laïcité	6
1. Les sources nationales	6
2. Les sources internationales	9
II. Une matière juridique autonome	10
1. L'autonomisation de la laïcité comme discipline universitaire	11
2. L'autonomisation du droit de la laïcité comme objet	12
III. Une originalité de la laïcité française à relativiser	13
1. La France n'a pas inventé la laïcité	13
2. Une singularité à relativiser	16
IV. La définition juridique de la laïcité	18
1. Une distinction nécessaire avec les conceptions philosophiques, sociologiques et politiques de la laïcité	19
2. Une définition juridique en perpétuelle évolution	21

Partie 1

La séparation des Églises et de l'État, premier élément constitutif de la laïcité **27**

Chapitre 1 La séparation avec l'Église catholique	29
Section 1. Avant le concordat	29
I. Les racines sous la monarchie	29
1. Les racines philosophiques de la tolérance	29
2. Les racines internes au catholicisme	30

II. Les racines révolutionnaires	31
1. La rupture avec le pape et la déchristianisation	32
2. Le concordat	35
Section 2. Après le concordat	36
I. L'amélioration apparente des relations	36
1. La confirmation de la laïcisation	36
2. La tentation d'une nouvelle séparation	37
II. Les fortes tensions après la séparation de 1905	40
1. Une volonté d'apaisement	40
2. La persistance de blocages avec l'Église catholique	42
Chapitre 2 La séparation avec les autres confessions	47
Section 1. La séparation avec le protestantisme et le judaïsme	47
I. Le statut juridique des non-catholiques sous la monarchie	47
1. Le statut juridique des juifs sous l'Ancien Régime	47
2. Le statut juridique des protestants sous l'Ancien Régime	49
II. La construction ultérieure d'un nouveau statut juridique	52
1. L'évolution vers la liberté religieuse associée à des premières formes de laïcisation	53
2. La sombre parenthèse : le statut des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale	58
Section 2. L'exception musulmane	61
I. Le statut particulier de l'islam en droit colonial	62
1. En Algérie	62
2. Dans les autres colonies	65
II. En droit contemporain : l'inscription de l'islam dans un cadre juridique pensé pour d'autres confessions	67
1. En Alsace-Moselle	67
2. À Mayotte	69
3. Dans le droit issu de la loi de 1905	71
Chapitre 3 Une séparation connaissant toujours des exceptions	79
Section 1. Le droit local en Alsace-Moselle	80
I. Les justifications de l'exception	80
1. Les justifications historiques	81

2. Les justifications retenues par le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel	82
II. La portée de l'exception	85
1. Une organisation différente	85
2. Les conséquences financières de cette organisation	88
Section 2. Les autres exceptions	91
I. La conservation des droits locaux	91
1. Les droits locaux fondés sur le décret Mandel	92
2. Le droit des cultes guyanais fondé sur l'ordonnance du 27 août 1828	95
II. La rupture progressive avec le droit coutumier à Mayotte	97
1. L'abandon des grandes caractéristiques du droit coutumier	97
2. La conservation de certaines particularités	100

Partie 2

La liberté de pensée, de conscience et de religion, deuxième élément constitutif de la laïcité

103

Chapitre 4 L'application de cette liberté	109
Section 1. Les espaces particuliers	109
I. La famille	109
1. La pratique religieuse en famille et le droit	110
2. L'enseignement en famille et le droit	116
II. L'entreprise privée	118
1. Les conditions de la neutralité d'une entreprise qui n'est pas en charge d'un service public	118
2. Le respect de la liberté religieuse des salariés	121
Section 2. Les espaces communs	129
I. L'espace républicain	129
1. L'application de l'article 28 de la loi de 1905 aux monuments et emplacements publics	129
2. L'application notamment de l'article 2 alinéa 2 de la loi de 1905 aux services publics qui constituent des lieux de vie pour les usagers	132

II. Les libertés collectives dans l'espace public	136
1. Les libertés de réunion, de manifestation et d'association	137
2. Libertés collectives et état d'urgence sanitaire	145
Chapitre 5 Les limites à la liberté de pensée, de conscience et de religion	149
Section 1. L'ordre public	150
I. La police des cultes dans la loi de 1905	151
1. La préservation de l'ordre public en rapport avec les édifices et les lieux de culte	151
2. La responsabilité des ministres du culte et des associations cultuelles	153
II. La définition d'autres limites	156
1. Par voie législative (illustrée par l'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public)	156
2. Par voie réglementaire	162
Section 2. Les droits et libertés d'autrui	165
I. La liberté d'expression en matière religieuse	165
1. Les limites à la liberté d'expression	166
2. La conciliation avec la liberté de pensée, de conscience et de religion	169
II. La possible confrontation entre les conceptions religieuse et philosophique de certains droits ou principes	174
1. Dignité humaine, droit à la vie et à la santé	174
2. Liberté religieuse, bien-être animal, et autres principes... l'abattage rituel et le droit	181

Partie 3

La neutralité,

troisième élément constitutif de la laïcité

189

Chapitre 6	Les variations de la neutralité	191
Section 1. La neutralité des agents publics		
et des personnes participants à l'exécution du service public	192	
I. L'absence de neutralité de l'usager	192	
1. Ses contours juridiques	192	
2. La réponse aux demandes à caractère religieux des usagers	198	
II. Les contours de la neutralité des agents		
et des personnes participant à l'exercice du service public	203	
1. Un devoir de stricte neutralité	203	
2. La liberté de pensée de conscience		
et de religion des agents publics	214	
Section 2. Les particularités de la neutralité scolaire	219	
I. Une construction autonome	219	
1. Un cadre théorique qui lui est propre	219	
2. Les lois scolaires	224	
II. Des règles juridiques en rapport avec la mission de l'école	228	
1. L'interdiction du port de signes		
ou de tenues manifestant une appartenance religieuse	229	
2. Les convictions religieuses des élèves à l'école publique	236	
Chapitre 7	Une neutralité dans le respect du pluralisme	243
Section 1. Le «pluralisme-neutralité» :		
la non-reconnaissance des cultes	245	
I. Les associations cultuelles	245	
1. La reconnaissance du caractère cultuel d'une d'association	245	
2. La gestion d'une association cultuelle	252	
II. Les autres formes d'organisation des cultes	258	
1. L'association loi 1901	258	
2. Les autres modes d'organisation choisis par les cultes	259	

Section 2. Le «pluralisme-égalité»:	
la non-méconnaissance des cultes	262
I. L'interdiction du financement public des cultes	263
1. Les dérogations législatives	264
2. L'interprétation jurisprudentielle de ce principe	267
II. Le principe d'égalité	270
1. Le principe général d'égalité	270
2. Le principe d'égalité appliqué aux relations entre l'État les pouvoirs publics et les cultes	274
Index	285